



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

En finir avec les frontières qui tuent Stop à la sale guerre aux migrants LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION POUR TOUS !

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 17 SEPTEMBRE 2015

Partout aux frontières, murs, barbelés, navires de guerre, avions : les chefs d'Etat européens ont déclaré la guerre aux migrants. Depuis la découverte de 71 cadavres dans un camion en Autriche, la photo du petit Aylan, mort sur une plage en Turquie et après 3 000 morts en Méditerranée depuis janvier, ils adoptent un discours «humaniste», cynique et démagogique. Ils opposent maintenant les «vrais» réfugiés de guerre aux «faux» réfugiés économiques.

Mais qu'ils fuient l'Afrique, la Syrie, l'Irak ou l'Afghanistan, tous ces migrants sont avant tout les victimes d'une situation dont les grandes puissances sont largement responsables.

Le bal des hypocrites

Hollande et son gouvernement font semblant de s'émouvoir du sort des migrants, alors qu'ils portent une lourde responsabilité dans leur dramatique situation.

Car ce sont les capitalistes comme Areva ou Total qui pillent depuis des décennies les matières premières de ces pays. Ce sont les Dassault qui vendent des armes aux pires dictateurs. Et l'armée française intervient militairement lorsque la situation paraît menaçante pour les intérêts capitalistes.

Ce sont bien nos gouvernements qui sèment le chaos. Et l'annonce par Hollande de vols de reconnaissance au dessus de la Syrie, avant des frappes aériennes contre Daech, ne pourra qu'aggraver la situation.

La France et l'Europe peuvent accueillir tous les migrants !

La Turquie, la Jordanie et le Liban accueillent plus de 3 millions de réfugiés, et l'Europe ne pourrait pas ? Avec un million de réfugiés pour 510 millions d'Européens, cela veut dire une personne pour 500 habitants.

En 1962, à la fin de la guerre d'Algérie, la France a accueilli sans problème un million de rapatriés. En 1979, c'est à 120 000 « boat people » vietnamiens et cambodgiens qu'elle avait ouvert les bras. Chaque fois, parce qu'elle avait estimé qu'ils étaient

en danger de mort, comme aujourd'hui. Aucune catastrophe ne s'en est suivie.

Aujourd'hui, la France ne serait prête à accueillir que 24 000 personnes sur deux ans, alors que l'Allemagne, qui se disait prête à en accueillir 800 000 en un an, vient de refermer ses frontières. Chacun se renvoie la balle avec des «quotas».

La faute au gouvernement et aux capitalistes, pas aux migrants

Il ne faut pas les laisser nous diviser. Car ces migrants ne menacent ni nos emplois, ni nos conditions de vie.

Ils ne sont responsables ni des licenciements, ni des fermetures d'usines, ni du gel des salaires ou de la remise en cause du Code du travail. Le responsable, c'est le patronat qui en veut toujours plus, et le gouvernement à son service qui lui sert la soupe.

Et qu'on arrête de nous rabâcher que la France n'a pas les moyens « d'accueillir toute la misère du monde », qu'elle doit donner la préférence à « nos » chômeurs, à « nos » mal logés et à « nos » pauvres.

Il suffirait de s'en prendre aux profits capitalistes : 40 milliards amassés par les entreprises du CAC 40 au cours des 6 derniers mois. Ou de reprendre les 40 milliards que le gouvernement a décidé d'offrir aux entreprises plutôt qu'aux classes populaires, dans le cadre de son « pacte de responsabilité ».

Une mobilisation qui commence et qui doit s'amplifier

Rien ne peut arrêter des hommes et des femmes fuyant la misère ou la mort dans leur pays. Aucun barbelé, aucun mur. Les capitaux et les capitalistes circulent et s'installent où ils veulent. Pourquoi seulement eux ?

Parce que la liberté de circulation et d'installation est un droit fondamental, exigeons et imposons l'ouverture des frontières, la liberté de circuler et de s'installer et la régularisation de tous les sans-papiers !

L'EUROPE S'OUVRE AUX MIGRANTS



SMART: TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS !

Test en vraie grandeur pour les démolisseurs du Code du Travail. Les salariés de l'usine automobile SMART en Moselle ont été « consultés » pour travailler 39 heures payées 37 !

Au final, ce chantage au maintien de l'emploi n'est accepté que par 39% des ouvriers sur 367, mais par 74 % des 385 cadres.

Le patron ne retiendra que le total de 56,1 % sur l'ensemble des 800 salariés. Logique de la démocratie patronale, où on demande aux cadres au forfait-jour de décider du sort des ouvriers, qui subissent les conditions de travail les plus dures pour des salaires de misère.

Les salariés de Bosch Vénissieux avaient accepté un tel chantage en 2004. Des 820 au moment du référendum, il n'en reste que 135 sur un site qui est passé de composants pour l'auto aux panneaux photovoltaïques...

En clair, les sacrifices d'aujourd'hui, dont se gavent les actionnaires, n'ont jamais garanti les emplois de demain. Ce qui est à l'ordre du jour c'est la réduction du temps de travail pour donner du travail à toutes et tous et améliorer les conditions de travail.

NON À LA CASSE DU CODE DU TRAVAIL

Depuis des années, les patrons veulent « alléger » le Code du Travail, c'est à dire pouvoir tout décider sans contraintes. Hollande, Valls et leur nouvelle ministre El Komri ont décidé d'aller dans leur sens. Le Code du Travail stipule déjà que tout salarié est « subordonné » au patron et qu'il doit obéir aux ordres.

Mais toute limite à leur pouvoir est insupportable aux patrons. Des contrats individuels et des accords locaux primeraient sur la loi, rendant possible la révision à la baisse du contrat de travail signé à l'embauche. Par simple chantage à l'emploi, entreprise par entreprise...

Le battage médiatique est immense, à la mesure de l'enjeu de cette remise en cause. Une riposte massive doit se construire dès maintenant. Une telle contre-réforme ne se négocie pas : elle se combat.

MAINTIEN DE L'EMPLOI : LA DIRECTION MET FIN À L'ACCORD

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient. L'entreprise Mahle-Beher, fabricant de climatiseurs pour l'automobile, a décidé de mettre fin à un "accord de maintien dans l'emploi" conclu en juillet 2013 dans l'usine de Rouffach, installée dans le Haut-Rhin. Il avait alors été signé par tous les syndicats de l'usine, CFTC, CFDT, UNSA, CGT, CFE-CGC, suite à un référendum organisé par la direction auprès du personnel.

Les salariés avaient alors été contraints d'accepter un gel des salaires pendant deux ans et une diminution de cinq jours de RTT afin de diminuer les

coûts de production. Cela n'a pas empêché les effectifs du site de diminuer d'une centaine de personnes, 160 salariés ayant quitté l'entreprise et n'ayant été remplacés que par 57 embauches.

L'usine emploie 900 salariés. Mercedes a rompu ses contrats d'achat de pièces avec l'usine Mahle Behr. Dès le mois de juillet, la direction allemande du groupe avait brandi la menace de nouvelles mesures contre l'emploi, donnant le chiffre de 300 personnes en sur-effectif.

POUR L'«ALLIANCE» DES SALARIÉS RENAULT-NISSAN

Renault-Nissan envisage de réduire de 25 à 50% la production de l'usine d'Oragadam (400.000 véhicules/an et 8.000 salariés), dans le sud de l'Inde. La plupart des 1.200 CDI ne seront pas renouvelés et plusieurs centaines de postes (jusqu'à 3.000) supprimés.

Preuve que des salaires et conditions de travail « low cost » ne garantissent pas les emplois, mais seulement les profits. Face à la mise en concurrence des salariés de l'Alliance, il nous reste à construire l'Alliance et la solidarité des travailleurs de l'automobile, par-delà les frontières.

SOLIDARITÉ, L'ASILE EST UN DROIT !

A l'appel du Collectif Antiraciste-Asti, de la Ligue des Droits de l'Homme et du Réseau Éducation sans Frontières

**Rassemblement à Elbeuf
Samedi 19 septembre
11h00 devant La Poste**

Non à l'austérité et à la dette illégitime ! L'exemple grec en débat

La Banque Centrale Européenne, Merkel, et Hollande ont étranglé financièrement la Grèce. Tsipras a capitulé face à ce véritable coup d'état financier.

Refuser de payer une dette qui n'a jamais profité au peuple grec, taxer enfin les plus riches : armateurs, Eglise. Nationaliser les banques grecques. Comment aborder la question de l'Euro ?

Autant de questions à discuter, pour rompre avec l'Europe des banques, ses traités, et développer une mobilisation sociale d'ensemble pour une politique anti-capitaliste au service de l'emploi, des salaires ...

**Jeudi 1^{er} octobre MJC Rive gauche - 20h00
Place des Faïenciers Métro St Sever -
ROUEN**

Débat NPA:

Quelle autre politique en Grèce ?

**LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org**

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes